

La journaliste Lara Logan dénonce la collusion entre les médias et le gouvernement



[Source : rwmalonemd.substack.com]

[Voir la vidéo (< 13 min) sur le site source. Elle est extraite de Federal Health Agencies and the COVID Cartel: What Are They Hiding? <https://rumble.com/v4fpw4c-federal-health-agencies-and-the-covid-cartel-what-are-they-hiding.html> (Les agences fédérales de santé et le cartel COVID : Que cachent-ils ?)]

Transcription

Notre prochaine intervenante est Mme Lara Logan. Lara Logan est une journaliste d'investigation primée, ancienne correspondante de 60 Minutes, correspondante étrangère en chef et correspondante en chef pour les affaires étrangères de 60 Minutes et animatrice de The Rest of the Story with Lara Logan (Le reste de l'histoire avec Lara Logan).

Merci, sénateur Johnson. Bonjour à tous. On m'a demandé de témoigner sur la censure des médias et le premier amendement, sur l'importance de la liberté d'expression. Je tiens à dire que c'est un honneur et un privilège d'être ici avec vous tous. Sénateur Johnson, je vous remercie d'accueillir cette commission « Rogue » ([1] Voyou, escroc. NdT)).

Il est important pour nous tous, en raison de tout ce qui a été discuté aujourd'hui, que nous nous penchions sur les principes et valeurs essentiels qui n'existent réellement qu'aux États-Unis d'Amérique. Cela dit, nous vivons la pire des périodes pour les médias dans ce pays. Nous vivons à l'ère de la guerre de l'information, où la propagande n'est pas seulement une arme, mais tout le champ de bataille. Il s'agit d'une guerre de l'esprit qui s'appuie sur une technologie de pointe, et nous n'avons jamais connu une telle situation, dans toute l'histoire de l'humanité.

C'est un moment où, en tant que journalistes, nous devrions nous unir et,

indépendamment de la politique, nous devrions nous battre pour la vérité et pour la liberté. Pourtant, il n'y a pas si longtemps, nous avons permis à l'un des nôtres, Tucker Carlson, d'être qualifié de traître simplement parce qu'il faisait son travail. En fait, de nombreux soi-disant journalistes ont mené la charge contre Tucker, l'accusant de trahison pour le simple fait d'avoir interviewé le président de la Russie, Vladimir Poutine. À ma connaissance, aucune institution médiatique traditionnelle n'a pris la parole.

Il ne s'agissait pas seulement d'une attaque contre un homme pour des raisons politiques. Il s'agissait d'une trahison des principes les plus sacrés d'une presse libre. Et mes collègues des médias savent que c'est vrai, quoi qu'ils en disent. Je crains qu'ils ne s'en soucient plus ou qu'ils n'aient pas le courage moral d'être honnêtes, y compris avec eux-mêmes. J'ai travaillé aux plus hauts niveaux des médias en tant que correspondante à plein temps pour 60 Minutes, correspondante en chef pour les affaires étrangères pour CBS News, correspondante en chef pour les affaires étrangères pour CBS News. C'est là que j'ai vécu pendant 16 ans. En tant que journaliste, j'ai rencontré des dirigeants mondiaux, des meurtriers de masse et des terroristes, et j'ai demandé des comptes à des personnes des deux bords.

J'ai vu la souffrance et j'ai affronté le mal, et j'ai traversé les feux de l'enfer sur des champs de bataille lointains. J'ai fait face à ma propre mort aux mains d'une foule de quelque 200 hommes en Égypte, lorsque j'ai été victime d'un viol collectif, sodomisée et battue presque à mort alors que j'étais en mission pour 60 minutes.

Et pourtant, pendant près de dix ans, j'ai été prise pour cible et accusée à tort de nombreuses choses que je n'ai pas faites. Ils se sont attaqués à mon travail, à mon caractère, à ma santé mentale et à mon mariage. Et je ne suis pas seule. Nous sommes nombreux et nous n'abandonnerons pas, et nous ne céderons pas à ceux qui souhaitent censurer l'idée de la liberté d'expression. En Amérique et dans le monde entier, les entreprises de médias, les institutions et les écoles de journalisme nous ont tous déçus. Et pendant trop longtemps, nous avons permis à des organisations à but non lucratif de se faire passer pour des chiens de garde non partisans des médias, alors qu'en réalité elles ne sont guère plus que des propagandistes et des assassins politiques grassement payés, dont la seule raison d'être est d'écraser tous ceux qui se dressent sur leur chemin, et avec ces derniers, les idées chères et de longue date de la liberté d'expression, de la liberté de pensée et de la liberté d'esprit.

C'est un sport sanguinaire pour elles, leurs alliés politiques et leurs marionnettistes. Elles savent comment tuer un journaliste sans l'assassiner. Nous appelons cela la culture de l'annulation. En réalité, c'est une condamnation à mort et elles s'en tirent parce qu'elles dominent l'information. Certains sont assez forts pour survivre, mais seuls quelques-uns, comme Glenn Greenwald, Tucker Carlson, Matt Taibbi, sont capables d'atteindre de plus hauts sommets et de prospérer. Les organisations à but non lucratif dont je parle font partie d'un vaste réseau de censure qui

comprend des agences gouvernementales. Elles utilisent la tromperie pour masquer leurs actions avec des objectifs nobles tels que la prévention de la propagation de la désinformation et des discours de haine. Ils utilisent des expressions telles que « protéger la démocratie ». Et ne vous y trompez pas, les mots ont de l'importance. Les médias collaborent avec les agences et les agents gouvernementaux pour censurer et façonner le champ de bataille de l'information afin de justifier certaines actions.

Par exemple, lorsque le président des États-Unis menace les personnes non vaccinées en disant que sa patience est à bout et qu'il les accuse de mettre les communautés en danger, ses mots sont conçus pour justifier la haine, la censure et l'intimidation. Et lorsque le vice-président compare le 6 janvier au 11 septembre et à Pearl Harbor, il s'agit d'un prédicat pour faire taire l'opposition et justifier la militarisation du système judiciaire.

Nous assistons déjà à une autre opération de façonnage visant à influencer le résultat de l'élection de 2024, cette fois avec la fausse affirmation que si un camp gagne, ce sera la fin de la démocratie. Ce mensonge a été inventé pour garantir un résultat particulier et pour saboter la liberté d'expression. Une fois de plus, l'argent des contribuables étrangers provenant d'Américains qui travaillent dur est distribué par des contractants sous l'égide du Bureau des initiatives de transition de l'USAID ou du Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail du département d'État. Ces contractants, dont beaucoup sont des fanatiques idéologiques, qui ne sont même pas des fonctionnaires du gouvernement américain, gagnent souvent plus d'un quart de million de dollars par an et sont hors de portée de sénateurs comme vous et de commissions comme celle-ci.

Ils distribuent l'argent des contribuables à des programmes conçus par des ONG très partisans qui se cachent derrière des termes tels que « dialogue interreligieux », alors qu'en réalité elles financent des écoles musulmanes qui forment des terroristes islamiques, comme elles l'ont fait en Malaisie. Un autre exemple est celui de Humanist International. Par son intermédiaire, le département d'État finance des bourses d'athéisme qui cultivent activement un réseau de défense des athées au Népal. Il ne s'agit pas seulement d'attaquer la religion et de manipuler la politique étrangère. Il s'agit d'une attaque contre la liberté d'expression, la foi et Dieu. Si la propagande et la censure ne sont pas nouvelles, la technologie confère un pouvoir et une portée sans précédent à quelques entreprises comme Facebook, Instagram et Google. Comme vous l'avez entendu à maintes reprises aujourd'hui, on leur a permis d'accumuler un pouvoir monopolistique. En conséquence, non seulement elles atteignent des milliards de personnes à travers le monde à chaque seconde de la journée, mais elles exercent un contrôle absolu sur ce que nous voyons et ce que nous entendons. Imaginez ces outils dans les mains de Lénine, Staline, Mao ou Hitler.

Lorsque je suis devenue journaliste il y a plus de 35 ans, nous voulions des restrictions d'urgence dans l'Afrique du Sud de l'apartheid et j'avais 17 ans. La sécurité publique était l'arme de prédilection de l'État. La nôtre était la vérité. Nous n'avions pas de déclaration des droits, pas de

constitution, pas de Premier Amendement, pas de Déclaration d'Indépendance, et les journalistes devaient cacher leurs enregistrements à la police de sécurité, parfois en cousant les bandes dans leur matelas à la maison pour qu'elles ne puissent pas être saisies et utilisées pour identifier et cibler les manifestants que nous avons filmés. La lumière de la liberté qui a enflammé nos cœurs en Afrique du Sud a été allumée à des milliers de kilomètres de là. Elle a été allumée ici même, où nous sommes assis aujourd'hui, aux États-Unis d'Amérique.

Lorsque les pères fondateurs ont placé la liberté d'expression au premier plan, ce n'était pas par hasard. C'était à dessein. Les droits qui ont suivi ont été en partie créés pour protéger le premier amendement. Sans lui, ils savaient que la liberté elle-même disparaîtrait. Je me souviens aujourd'hui des paroles prononcées par le ministre britannique des Affaires étrangères. En 1914, au début de la Première Guerre mondiale, Edward Gray a déclaré : « Les lampes s'éteignent dans toute l'Europe. Nous ne les reverrons pas allumées de notre vivant ». Une fois de plus, nous voyons s'éteindre les lumières de la liberté. Elles s'éteignent ici et dans le monde entier, et c'est à nous de déterminer si elles seront rallumées un jour.

Merci, sénateur Johnson. Je suis prêt à répondre à vos questions.

████████████████████

Merci, Madame Logan. Vous avez dit que vous avez été ciblée au cours des dix dernières années. Pouvez-vous décrire ce qui a précipité votre ciblage ?

████████████████████

Oui, je rapporte la vérité sur Benghazi. J'ai été attaquée par l'une de ces ONG qui se fait passer pour un organisme de surveillance non partisan, en violation de son statut 501c3. Elle occupe une position très partisane. Je parle de Media Matters for America. Je suis sûr qu'il y a beaucoup de médecins dans cette salle, des scientifiques qui ont été attaqués par les mêmes personnes, les mêmes personnes qui dirigent cette organisation – David Brock, par exemple.

Un autre assassin politique dirige aujourd'hui une organisation appelée Facts First, USA, dont le but est de s'assurer que vos recherches, Dr (Sabin) Hazan, ne parviennent jamais à la population ou au public. Il existe d'autres organisations comme Defeat Disinformation, qui prétend être un PAC([2] political action committee (comité d'action politique). NdT)) qui s'en prend à la désinformation, et qui a été créée en particulier pour cibler Covid. Et à travers Covid avec le général Stanley McChrystal et les autres personnes qui conseillent cette organisation. Mais ce que dit le sénateur Johnson, c'est que l'existence de ces organisations n'est pas un secret. Ce qui n'est pas très connu et ce dont on ne parle pas, c'est qu'elles sont payées par nous.

Elles sont financées par les contribuables dans le cadre de vos projets de

loi de finances omnibus qui sont adoptés par la Chambre des représentants et le Sénat contre la volonté des citoyens de ce pays. Il y a des représentants de ces ONG, et ce qu'ils font, c'est blanchir cet argent. Ils le font passer d'une ONG à l'autre et, au nom de la prévention de la diffusion de la désinformation, ils censurent, réduisent au silence, intimident et punissent.

J'ai dit qu'il s'agissait d'une condamnation à mort pour les journalistes. C'est ainsi que l'on assassine un journaliste sans le tuer. C'est ainsi que l'on assassine un scientifique sans le tuer. C'est ainsi que l'on assassine un médecin sans le tuer. C'est ainsi que l'on assassine les personnes blessées par un vaccin alors qu'elles ne sont pas encore mortes. C'est ainsi qu'on les achève, elles et tous les autres membres de leur famille.

Il est temps que les personnes qui viennent travailler chaque jour dans ce bâtiment nous servent. C'est le seul pays où le peuple est le gouvernement. C'est un gouvernement pour le peuple, du peuple et par le peuple. Il en va de même pour les soi-disant journalistes. Cet homme (M. Del Bigtree) a été pris pour cible pour avoir simplement assisté aux audiences de la FDA et les avoir filmées lorsqu'elles approuvaient des vaccins. Il les a filmés en train de ne rien faire et a diffusé ces images pour montrer aux gens qu'il n'y a pas de véritable processus d'approbation. Elles n'ont pas fait leur travail. Et c'est pour cela qu'il a été pris pour cible pendant des années, bien avant que le COVID n'arrive sur le marché.

Il est donc temps pour nous d'arrêter d'utiliser l'argent des contribuables pour nous égorger nous-mêmes.

Je vous remercie.
